



## COMMUNIQUE

Le mardi 5 Avril a eu lieu une nouvelle journée de mobilisation pour défendre les conditions de travail des AESH. Ces personnels de l'Éducation Nationale précarisé·e·s et maltraité·e·s, revendiquent continuent de revendiquer la création d'un véritable statut de la Fonction publique, de catégorie B, l'augmentation de leur rémunération, la possibilité de travailler à temps complet pour vivre dignement de leur travail. Iels réclament aussi l'abandon des PIAL qui induisent une politique de mutualisation des moyens maltraitants pour les personnels et pour les élèves, l'accès à des formations qualifiantes à la hauteur des missions, le recrutement de toutes·s les AESH qui manquent pour permettre à tous et toutes les élèves en situation de handicap de bénéficier d'un accompagnement correspondant pleinement à leurs besoins.

L'intersyndicale départementale a donc proposé une assemblée générale qui a réuni une vingtaine de personnes. Toutes et tous y ont fait le même constat : les conditions de travail des AESH n'évoluent pas, pire elles se dégradent. Avec l'arrivée des PIAL ce n'est plus 1 ou 2 enfants qu'iels accompagnent mais 5 ou 6 parfois même sur plusieurs établissements. Une sensation de saupoudrage d'accompagnement et d'instabilité face aux emplois du temps qui changent très fréquemment, cette "gestion" des personnels institutionnalise la maltraitance des AESH et, par ricochet, des élèves dont iels s'occupent, voilà ce qu'iels dénoncent. Le gouvernement, sans se soucier de la moindre cohérence ni de l'efficacité de ces accompagnements, y voit seulement le gain de personnels et la possibilité de disposer des AESH comme bon lui semble.

C'est pourquoi, un rassemblement a eu lieu ensuite place de la Brèche puis le cortège s'est déplacé jusqu'à La Poste pour envoyer au Président de la République une « carte de précaires » format carte postale/électorale lui signifiant le mépris avec lequel il traite les AESH.

